

Réunion des Présidents de la COSAC

Vienne, 8 et 9 juillet 2018

Document de travail

Session 1: Priorités de la présidence autrichienne du Conseil de l'Union européenne

Au 1^{er} juillet 2018, l'Autriche reprendra pour 6 mois la présidence du Conseil de l'Union européenne, ce pour la troisième fois après 1998 et 2006. Une Union dont il faut pérenniser les grandes réalisations que sont la paix, la liberté et la prospérité qui en découle pour tous ses membres, mais qui se trouve confrontée à de nouveaux défis qu'aucun pays ne peut relever seul. Si l'Europe veut continuer à sauvegarder ses acquis, ses valeurs et le mode de vie européen, si elle veut conserver le soutien de ses citoyens et garder sa place parmi les leaders mondiaux, il lui faut trouver des solutions maintenant.

La présidence autrichienne s'est donné pour tâche et ambition d'aider à relever ces défis. C'est pourquoi elle a décidé d'organiser ses activités sous le slogan : « Une Europe qui protège ». Ses efforts visent à renforcer l'Union européenne, à la rapprocher de ses citoyens et à rétablir leur confiance dans ses capacités d'action, à reconstruire la confiance mutuelle entre les États membres et la renommée de l'UE en tant que force fiable et stabilisatrice dans le monde.

Pour ce faire, la présidence se concentrera sur la fonction de protection efficace exercée par l'Union dans trois domaines prioritaires : sécurité et migrations; maintien de la compétitivité grâce à la numérisation et stabilité dans le voisinage. Dans la perspective des élections européennes en mai 2019, elle veut œuvrer avec engagement et esprit constructif pour faire avancer aussi loin que possible et conclure des projets législatifs européens.

Sécurité et lutte contre l'immigration clandestine

L'impact de la pire crise migratoire que l'Europe ait connue depuis la Seconde Guerre mondiale et les inquiétudes de la population face à de nouveaux mouvements migratoires incontrôlés soulignent l'importance de s'attaquer ensemble à l'immigration clandestine et d'assurer la capacité d'action de l'UE. Sont considérés comme prioritaires pour assurer une protection efficace des frontières extérieures la réforme du régime d'asile européen commun ainsi que l'orientation et le renforcement de l'Agence européenne des gardes-frontières et des gardes-côtes FRONTEX. Par ailleurs, l'objectif est d'approfondir la coopération avec les pays tiers d'une part pour aider les personnes vulnérables alors qu'elles se trouvent encore en dehors de l'UE et, d'autre part, pour empêcher les personnes n'ayant pas besoin de protection de se lancer dans la dangereuse traversée de la Méditerranée et pour organiser des moyens de rapatriement efficaces. Tels sont quelques-uns des sujets qui seront discutés lors du sommet informel des chefs d'État ou de gouvernement de l'UE qui se tiendra à Salzbourg le 20 septembre 2018.

Alors que la criminalité organisée est de plus en plus interconnectée dans un monde globalisé et convergent, l'Autriche encouragera également dans le cadre de sa présidence une coopération efficace, l'échange d'informations entre les autorités assurant la sécurité des citoyens et l'interopérabilité entre les grandes bases de données existant dans ce domaine. Doivent également être prises au niveau européen des mesures communes contre les menaces terroristes et la radicalisation sous toutes ses formes.

Assurer la prospérité et la compétitivité grâce à la numérisation

L'Union européenne reste la première puissance commerciale et le plus grand marché unique mondial. Cependant, la part de l'Europe dans le PIB mondial et son poids économique diminue. Si elle veut assurer sa prospérité et sa compétitivité à long terme, elle doit éviter systématiquement la réglementation excessive et favoriser les progrès technologiques et numériques. Progrès numériques dont les répercussions sur l'économie et la vie personnelle suscitent toutefois de nombreuses questions parmi les citoyens.

L'économie numérique génère déjà une part non négligeable de la croissance européenne. Une politique de transformation numérique intelligente peut garantir aussi à l'avenir la compétitivité et la durabilité de l'économie européenne. L'achèvement du marché intérieur numérique, la modernisation complète des services publics et une politique industrielle reconsidérée sont susceptibles d'améliorer les conditions-cadres entourant les modèles commerciaux et les prestations de services numériques.

Un cadre réglementaire moderne et équilibré est nécessaire pour que l'économie numérique développe pleinement son potentiel et profite à tous. Il faut protéger les budgets publics face à une compétitivité fiscale néfaste et à l'évasion fiscale et instaurer des conditions de concurrence équitables pour l'ensemble des entreprises. Les efforts déjà entrepris par l'UE en matière d'imposition de l'économie numérique seront poursuivis sous la présidence autrichienne afin de garantir que les bénéfices sont bien imposés là où ils sont générés.

Stabilité dans le voisinage – pour rapprocher l'Europe du Sud-Est de l'Union européenne

Une Union européenne capable d'offrir stabilité, paix et sécurité à ses citoyens n'est possible que si règnent aussi stabilité et sécurité dans son voisinage immédiat. Dans cet esprit, l'Autriche s'attachera à promouvoir de bonnes relations entre l'UE et ses voisins pendant sa présidence.

Les pays de l'Europe du Sud-Est sont au centre de ce processus. Cette région fait politiquement partie de l'Europe économique et sécuritaire et s'est avérée être un partenaire fiable lors de la crise migratoire. Son ancrage futur dans l'Union européenne relève de l'intérêt économique et sécuritaire de celle-ci. S'appuyant sur les travaux de la présidence bulgare et sur la stratégie d'élargissement de la Commission européenne du 6 février 2018, l'Autriche s'efforcera pendant sa présidence de façonner la perspective européenne de tous les pays de la région en fonction de leurs développements individuels et de réaliser des progrès mesurables.

Autres thèmes prioritaires

La réalisation de tous ces objectifs passe entre autre par le renforcement du principe de subsidiarité. L'Union européenne devrait concentrer son action sur les grandes questions requérant une solution commune et laisser décider les États membres ou les régions sur les petites questions où ceux-ci sont plus compétents. L'objectif est de tenir compte de la devise de l'UE « Unis dans la diversité » et des contributions au débat en cours sur son avenir, en particulier du scénario « Faire moins mais de manière plus efficace ». Ce n'est qu'en octroyant une marge de manœuvre suffisante pour des solutions locales aux petites questions qu'il sera possible de défendre avec crédibilité l'unité pour les grandes questions. L'Autriche souhaite alors placer l'accent sur la participation des citoyens aux initiatives relatives à l'évolution future de l'Union européenne. Cette dernière est, elle, en position d'apporter aux citoyens comme à ses membres une valeur ajoutée indispensable face aux enjeux majeurs déjà mentionnés.

En plus des domaines prioritaires, l'UE abordera lors du deuxième semestre 2018 deux thèmes qui traceront la voie de l'avenir européen: la conclusion des négociations avec le Royaume-Uni sur sa sortie de l'UE (Brexit) et les discussions relatives au cadre financier pluriannuel applicable après 2020 (voir à ce sujet le document de travail Session 2: Avenir et perspectives pour l'Union européenne).